

Proposition de communication

Nom et prénom : Matteo Cavallaro

Statut : Doctorant

Institution : Université Paris XIII

Email : matteo.cavallaro@sciencespo.fr

Titre de la communication

Vers une économie politique des droites radicales

Présentation

Introduction

« *Policy requires politics* » (Gourevitch 1986). Cette phrase peut bien résumer les raisons qui sont derrière les approches qui étudient les déterminants politiques des politiques économiques. Autrement dit : on ne peut pas penser à l'économie sans nous interroger sur tout ce qu'il y a derrière. La littérature sur le sujet est très vaste et a vu la participation d'auteurs à la fois orthodoxes et hétérodoxes. Alors que, dans l'article que je souhaite présenter, je me concentre aussi sur une présentation plus générale des travaux plus importants de cette littérature, pour ce qui concerne ma communication je me concentrerai principalement sur les travaux qui concerne, directement ou indirectement, l'influence des partis de droites radicales. Or, ces travaux se concentrent *de facto* se situent à un niveau presque micro-économique. Ne trouvant pas tout cela assez convaincant, je souhaite recadrer analytiquement à l'intérieur d'une vision qui considère à la fois les partis politiques en tant qu'agents autonomes et les blocs sociaux, plus que les individus, comme première source d'influence pour la définition de l'équilibre à l'intérieur du système partidaire. Cette approche, de claire dérivation gramscienne, a connu récemment une nouvelle importance grâce aux travaux de Amable, Palombarini et Guillaud (2012) et a été fort soutenue par Boyer (2013) comme nouvelle piste d'enquête pour l'économie politique.

Le rôle de la xénophobie dans la détermination du soutien public pour la redistribution

A l'intérieur des études sur les déterminants des politiques économiques, une place particulière est réservée aux travaux qui se focalisent sur les préférences individuelles pour expliquer les différences entre pays. Autrement dit : les caractéristiques économiques d'un pays ne dépendraient pas nécessairement des autres variables économiques, mais elles seraient plutôt le résultat final des préférences des citoyens de chaque pays considérés. Cette critique a été reprise au début des années 2000 par un économiste néoclassique, Alesina avec ses collègues Glaeser et Sacerdote (2001). En analysant les différences entre Etats-Unis et Europe, Alesina et al. arrivent à la conclusion que ce ne seraient pas variables telles que le niveau d'inégalité à établir le chemin de développement d'un pays, plutôt le rôle principal le joueraient un ensemble de préférences individuelles. Plusieurs possibilités sont donc explorées, comme la perception de « justice » par rapport au fonctionnement de la mobilité sociale (Alesina et La Ferrara 2001), la religiosité (Scheve et Stasavage 2006) ou encore l'héritage en terme de culture politique (Alesina et Fuchs Schündeln 2007).

A l'intérieur de cette approche, un rôle important est attribué à la xénophobie. Or, bien que la littérature politiste identifie le « nativisme » plus que la xénophobie comme concept clés pour la définition des droites radicales (Mudde 2007), on voit bien le lien entre toute forme de préjugé racial et l'avancée des extrêmes droites. La possibilité de la xénophobie comme déterminante de l'économie avait déjà été proposée en 1959 par Lipset et Bendix. Selon ces auteurs, la discrimination raciale a un effet destructif sur les liens de solidarité intrasociale, empêchant, par conséquent, le développement du sentiment de partage nécessaire à soutenir la création d'un large état sociale. Cette idée avait déjà été partiellement confirmée par Gilens (1995) en se concentrant sur le préjugé racial comme déterminant du soutien à l'état providence parmi les américains blancs. Encore une fois, sera surtout Alesina dans son travail avec Glaeser et Sacerdote en 2001, à mieux développer cette approche. En particulier Alesina et al. théorisent l'existence d'un effet d'anti-solidarité (ASE). Selon cette théorie, les citoyens partageant des visions négatives sur l'immigration et les minorités seraient plus contraires que les autres aux politiques redistributives car ils considèrent les minorités raciales (qui sont vues comme pas digne de n'importe quelle sorte d'aide) comme premiers récepteurs de ces fonds.

A partir de cette théorisation, plusieurs travaux empiriques pour démontrer l'idée d'Alesina et al. ont été publiés. En particulier, le travail d'Alesina et al. pouvait être divisé en deux sous-partie : l'ASE comme effet de la présence d'immigrés/minorités, donc comme réaction à un changement démographique effectif, ou l'ASE simplement comme variable « culturel », comme résultat d'une clôture vers l'extérieur propre de ce peuple. L'effet « présence » a été testé par Luttmer (2001) concernant les Etats-Unis, et par Senik et al. (2009) pour ce qui concerne l'Europe. Les résultats des

trois auteurs sont assez contradictoire, mais on peut conclure que, plus que l'hétérogénéité (qui est à la base de l'hypothèse de l'effet « présence ») ce qui compterait serait encore une fois la vision de l'immigration toute seule, qui paraît être indépendante de la portée réelle du mouvement migratoire.

Le premier absent : les partis.

Il y a, comme on a vu jusqu'ici, deux grands absents. Le premier est représenté par les partis politiques. Partiellement à cause du focus sur les Etats-Unis, où le système partidaire est divisé en deux depuis presque sa fondation, les auteurs n'ont pas pensé à relier préjugé – système partidaire – système économique. Il y a quand même une exception importante qui mérite d'être citée. Roemer, Lee et Van der Straeten ont présenté entre 2005 et 2007, et republié sous forme de livre en 2007, une série de quatre articles où, à travers l'utilisation d'un modèle d'équilibre particulier (PUNE – Party unanimity Nash equilibrium), ils arrivent à théoriser l'existence d'un point d'équilibre d'un système partidaire caractérisé par deux thèmes principaux : le soutien à la redistribution et la xénophobie. En particulier, Roemer et al. souhaitent tester la validité de l'ASE proposé par Alesina et al., en proposant aussi un autre possible effet qu'ils appellent « policy-bundle effect », un effet de choix politique. Le PBE marcherait donc d'une manière différente : alors que dans le cas de l'ASE il y aurait un changement au niveau des préférences elles-mêmes, selon Roemer et al. il peut y avoir un effet qui agit après la définition des matrices de préférences et qui a une influence directement sur le choix de vote. Les électeurs « racistes » seraient donc portés à voter pour des partis de droite (pas nécessairement radicale dans cette hypothèse) tout en gardant leur soutien pour l'Etat providence, simplement leur préférence sur l'axe « xénophobie » résulterait plus forte que celle sur l'axe « état-providence ». Le modèle de Roemer et al. permettant aussi, à travers un travail contrefactuel, de vérifier l'ampleur de ces deux effets, les conclusions sont contre-intuitives : aux Etats-Unis on trouverait un PBE plus fort qu'en Europe. Cependant, il faut considérer que la présence de partis de droite radicale ayant une plateforme politique plus « sociale » que celle des Républicains a nécessairement un effet sur l'ampleur du PBE, notamment car il serait possible, dans certains pays d'Europe, de voter pour des partis proposant une forme de chauvinisme du welfare (Betz 2004).

Le deuxième absent : les classes sociales.

Comme déjà anticipé, il y a aussi un autre absent à l'intérieur de ce débat : les classes sociales. Etant donné que le focus principal des travaux précédents portaient sur les individus, la place des blocs sociaux dans la détermination des politiques économiques reste peu étudiée, surtout en lien avec le système politique qui censé de filtrer et cadrer les intérêts qui se forment au niveau de la société. Or, cela est aussi probablement dû à un repositionnement plus général au niveau des sciences politiques elles-mêmes. La fin de la « class politics », annoncé par la « Silent Revolution » de Inglehart (1977), a fourni ultérieur support aux approches portant plus sur les préférences individuelles que sur les intérêts de classe (ou sur leur composition). Cependant, on retrouve quand même des travaux qui d'où on peut repartir pour arriver à relier blocs sociaux – partis politiques – politiques économiques, et cela sans pas nécessairement se limiter au cas des forces de droite radicale. Tout d'abord, déjà Brenner (1981) a théorisé le possible rôle de « division » joué par la xénophobie au sein de la classe ouvrière. Cette approche qui se concentre sur le « diviser pour régner » (Durand 2007) reste la meilleure route d'explication, bien que cela nécessite d'un travail à la fois empirique (pour vérifier l'ampleur de leur effet) et théorique (pour y inclure le système partidaire). Un bon exemple a été montré par le travail d'Amable, Palombarini et Guillaud (2012). Leur étude, qui emprunte d'une manière évidente de la théorie gramscienne de l'hégémonie, se concentrent sur les changements des blocs sociaux soutenant le centre-gauche et le centre-droit en France et Italie. Ces changements au niveau d'alliances sociales sont vus comme le facteur plus important pour expliquer les différents chemins suivis par l'Italie et la France dans leur programme de réformes néolibérales. Bien qu'important, ce travail montre quand même des limites à la fois théorique et empirique. Les données utilisées sont au fait limitées dans le temps (deux années pour la France, une année pour l'Italie) et la discussion à l'intérieur du système partidaire est présenté plus de manière anecdotique que systématique. A part cela, le chemin proposé par Amable et al. représente le chemin plus adapté pour une étude des droites radicales qui ne se limitent pas aux individus, mais qui puisse réussir à

considérer la société d'une manière intégrée sur le chemin blocs sociaux – partis politiques – politiques économiques.

Bibliographie des œuvres citées

Alberto ALESINA et Eliana La FERRARA, *Preferences for Redistribution in the Land of Opportunities*, Harvard - Institute of Economic Research, 2001.

Alberto ALESINA et Nicola FUCHS-SCHÜNDELN, « Good-Bye Lenin (or Not?): The Effect of Communism on People's Preferences », *American Economic Review*, 2007, vol. 97, n° 4, p. 1507-1528.

Alberto ALESINA, Edward GLAESER et Bruce SACERDOTE, *Why Doesn't the US Have a European-Style Welfare System?*, National bureau of economic research, 2001.

Bruno AMABLE, Elvire GUILLAUD et Stefano PALOMBARINI, *L'économie politique du néolibéralisme – Le cas de la France et de l'Italie*, CEPREMAP, 2012.

Robert BOYER, « The Present Crisis. A Trump for a Renewed Political Economy », *Review of Political Economy*, 2013, vol. 25, n° 1, p. 1-38.

Cédric DURAND, « “diviser pour mieux régner” : une interprétation microéconomique de la détérioration du rapport de force capital/travail », *Les mondes du travail*, 2007, n° 3/4, p. 63-78.

Martin GILENS, « Racial attitudes and opposition to welfare », *Journal of Politics*, 1995, n° 57, p. 994–1014.

Peter GOUREVITCH, *Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises*, Cornell University Press, 1986.

Ronald F. INGLEHART, *The Silent revolution: Changing values and political styles among western publics*, 1977.

Seymour Martin LIPSET et Reinhard BENDIX, *Social Mobility in Industrial Society*, University of California Press, 1959.

Erzo FP LUTTMER, « Group loyalty and the taste for redistribution », *Journal of political Economy*, 2001, vol. 109, n° 3, p. 500-528.

Robert BRENNER, Johanne BRENNER, « Reagan, the Right, and the Working Class », *Against the current*, 1981, Vol. 1, n° 2, p. 29-31.

John E ROEMER, Woojin LEE et Karine van der STRAETEN, *Racism, xenophobia, and distribution: multi-issue politics in advanced democracies*, New York; Cambridge, Mass., Russell Sage Foundation ; Harvard University Press, 2007.

Kenneth SCHEVE et David STASAVAGE, « Religion and preferences for social insurance », *Quarterly Journal of Political Science*, 2006, vol. 1, n° 3, p. 255-286.

Claudia SENIK, Holger STICHNOTH et Karine STRAETEN, « Immigration and Natives' Attitudes towards the Welfare State: Evidence from the European Social Survey », *Social Indicators Research*, 2009, vol. 91, n° 3, p. 345-370.

Holger STICHNOTH, *Does Immigration Weaken Natives' Support for the Welfare State?: Evidence from Germany*, DIW Berlin, The German Socio-Economic Panel (SOEP), 2010.